

Discours d'ouverture du forum

**Présenté par Mme Hilde-Josée Ndoumbe Nkotto,
Directrice FOCARFE**

Au compte de la société civile camerounaise
Active autour du projet pétrolier et d'oléoduc Tchad-Cameroun

Monsieur l'Administrateur Directeur Général de la SNH,
Président du CPSP
Monsieur le Directeur Général de COTCO,
Honorables invités,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir que de prendre ici la parole au nom de la société civile camerounaise active sur la question pétrolière en général et celle du pipeline Tchad-Cameroun en particulier. Il est largement reconnu que l'Afrique subsaharienne connaît un véritable boom pétrolier avec, à la clé, la plus grande vague d'investissements que ce continent ait connus, ainsi qu'une manne financière qui dépasse de loin l'ensemble de l'aide au développement et financière octroyée à ces pays. En évitant les anathèmes, on peut affirmer que jusqu'à présent les populations des pays africains producteurs de pétrole n'en ont guère tiré profit, même s'il se dit que la « malédiction du pétrole » ne doit pas faire oublier que celui-ci est le principal moteur des transformations des espaces et des sociétés des pays producteurs, et que dans une optique macro-économique théorique, les recettes pétrolières ne peuvent être que bénéfiques aux Etats, nonobstant des effets pervers possibles tel que par exemple le « syndrome hollandais ». La question est donc peut-être de savoir comment et dans quelle mesure les réseaux qui contrôlent l'économie pétrolière et ceux qui en tirent directement profit participent au développement.

Les catastrophes écologiques, la dégradation des conditions de vie, la corruption, l'accentuation des tensions politiques, tous ces maux disons nous, évoquent plutôt une malédiction.

Le projet pétrolier et de pipeline Tchad-Cameroun a fait naître de grands espoirs, ceux d'une exploitation dans lesquelles les communautés trouveraient enfin leur compte. La Banque mondiale s'est impliquée dans le projet, imaginant divers mécanismes de contrôle ou de mise en œuvre afin de garantir le succès de cette opération, mais également encourageant ou même exigeant que la société civile ait voix au chapitre.

Les ONG se sont données pour mission au sein du projet, d'encourager une re-fondation démocratique, en intervenant dans le débat public, et en brandissant la notion de citoyenneté. Les positions qu'elles prennent, dans le dialogue et les activités de lobbying qu'elles exercent, loin de surgir ex nihilo, relaient les tendances, les désirs et les grands mouvements de l'opinion publique, dont elles favorisent l'émergence et la formulation. Toute leur action repose sur un choix bien précis: accorder la priorité à la mobilisation sociale et à la pression publique lors des grandes négociations qui se déroulent dans les sphères de décision. Leur seule légitimité, c'est leur capacité à développer une pensée orientée par l'action, une pensée qui soit à la mesure du devoir citoyen qu'elles veulent accomplir. Leur légitimité réside dans la qualité des valeurs, des principes et des idéaux qu'elles défendent, dans la pertinence et dans l'importance des questions qu'elles soulèvent, dans l'inventivité des propositions qu'elles formulent.

Que voulons-nous en tant qu'ONG ? Toucher, mobiliser, éduquer, faire entendre, proposer et innover, convaincre, tout en renforçant différents groupes de la société civile et, plus précisément, ceux qui sont exclus. Nous voulons donner une voix à des idées et à des valeurs, à des questionnements et à des propositions, qui concernent la justice sociale, une répartition plus équitable des richesses, le respect de l'environnement, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Qui sommes-nous? De petits acteurs, quand on nous compare à d'autres piliers de la société civile, comme les syndicats ou les organisations professionnelles, ou encore à des organisations émanant de l'Etat ou du marché. Mais plusieurs études révèlent que les ONG constituent pour l'opinion publique l'acteur le plus crédible de l'espace public.

Fabrice Fize, résumant un document de travail de la Banque mondiale, affirme que pour celle-ci, il est dans l'intérêt des Etats qu'un "secteur des ONG" fort et indépendant se développe chez eux, et ce pour 2 raisons principales :

■ D'abord, afin de permettre à la liberté d'association de jouer pleinement. L'exercice de cette liberté donne aux citoyens le sentiment que leur voix peut être entendue, elle est donc un facteur de pluralisme et de stabilité sociale. Ce faisant, elle est aussi indirectement un facteur de succès et de croissance des économies de marché.

■ La deuxième raison est dans un but d'efficacité dans la production de certains biens et "services" publics. Les ONG sont en effet susceptibles dans certains cas de fournir des services de meilleure qualité et à un moindre coût que ne peut le faire l'Etat. Ceci s'explique par l'utilisation du volontariat, le développement de la concurrence dans le secteur des ONG et par la meilleure connaissance des besoins du public visé dont font preuve ces organisations.

Il est donc nécessaire d'aller vers une coopération la plus étroite possible entre les Etats et les ONG, notamment en matière de prise en compte des besoins de la population dans l'élaboration des programmes politiques ou la production de biens publics.

La nécessité d'une structure de dialogue comprenant les différents acteurs que sont le gouvernement, la Banque, le Consortium pétrolier, mais aussi la société civile, s'est ressentie depuis le début de la phase de construction du projet pétrolier tchadien ; et des structures telles que le GIC l'ont demandée avec insistance depuis plusieurs années, mais sans que pendant longtemps, cela n'émeuve ceux qui prennent les décisions.

Les résultats encourageants obtenus depuis que les différents acteurs peuvent désormais s'asseoir sur une même table et échanger sur les problèmes signalés ou relevés ici et là, ne peuvent faire oublier que de nombreuses injustices pourtant décriées en temps réel par les populations resteront à jamais non réparées, pour cause de non-prise en compte à temps de la voix des sans voix. Le projet de pipeline Tchad-Cameroun aurait pu et dû éviter ce passif.

Lénine disait que l'expérience est la somme des erreurs. Partageons donc nos expériences de mise en œuvre d'un mécanisme d'échange et de concertation dans le cadre du projet, tout en assumant nos erreurs en vue d'améliorations présentes, mais surtout futures, qui certainement permettront de serrer de près les réalités de terrain et de rectifier à temps ce qui doit l'être.

Je vous remercie.